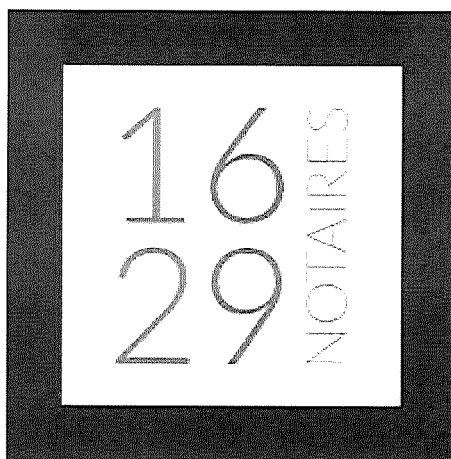


DU 10 JUILLET 2019

**DONATION Parts sociales SCI 3G2S par
Madame Shuying GE**

TJ / MH / FG/DOSSIER N°100553703

COPIE AUTHENTIQUE



1629 NOTAIRES

9 rue du Bât-d'Argent 69001 LYON

Tel : 04.78.27.02.90

www.1629notaires.com

Enregistré au SERVICE DÉPARTEMENTAL DE L'ENREGISTREMENT DE LYON,
le 15 septembre 2020 Dossier n° 2019 00040120 - Référence n°6904P61 2019 N
04568 – reçu : 125€.

100553703

TJ/MH/

L'AN DEUX MILLE DIX-NEUF,
Le DIX JUILLET,
A LYON 1er (Rhône) , 9 rue du Bât d'Argent,
PARDEVANT Maître Thierry JULLIEN Notaire Associé de la Société
d'exercice libéral à responsabilité limitée, dénommée "1629 NOTAIRES",
titulaire d'un Office Notarial, dont le siège social est à LYON 1er (Rhône), 9 rue
du Bât d'Argent, soussigné,

ONT COMPARU

Donateur

Madame Shuying **GE**, gérante de société, épouse de Monsieur Frédéric
Philippe **SERVIGNAT**, demeurant à AGDE (34300) 6 boulevard de Pantelleria.

Née à ZHEJIANG (CHINE) le 20 août 1973.

Mariée à la mairie de SAINT-DIDIER-AU-MONT-D'OR (69370) le 2 août 2008
sous le régime de la séparation de biens pure et simple défini par les articles 1536 et
suivants du Code civil aux termes du contrat de mariage reçu par Maître Thierry
JULLIEN, notaire à LYON 1ER ARRONDISSEMENT (69001), le 23 juillet 2008.

Ce régime matrimonial n'a pas fait l'objet de modification.

De nationalité française.

Résidente au sens de la réglementation fiscale.
est présente à l'acte.

Ci-après dénommée le "**DONATEUR**"

Donataires

Monsieur Olivier **GE**, chef de rang, demeurant à LAUSANNE (SUISSE) 77 A
avenue de Genève.

Né à PIERRE-BENITE (69310) le 5 juillet 1995.

Célibataire.

Non lié par un pacte civil de solidarité.

De nationalité française.

Non résident au sens de la réglementation fiscale.
est présent à l'acte.

Monsieur Thomas Duan-Yan **GE**, étudiant, demeurant à SAINT-DIDIER-AU-
MONT-D'OR (69370) 82 route de Saint Fortunat.



Né à LYON 8ÈME ARRONDISSEMENT (69008) le 18 juin 1999.

Célibataire.

Non lié par un pacte civil de solidarité.

De nationalité française.

Résident au sens de la réglementation fiscale.

est présent à l'acte.

Madame Emma Yuan Yuan **JIN**, étudiante, demeurant à SAINT-DIDIER-AU-MONT-D'OR (69370) 82 route de Saint Fortunat.

Née à LYON 8ÈME ARRONDISSEMENT (69008) le 25 février 2002.

Célibataire, mineure.

Non liée par un pacte civil de solidarité.

De nationalité française.

Résidente au sens de la réglementation fiscale.

dont la représentation est assurée par Monsieur Sanbao JIN, né à ZHEJIANG (Chine) le 15 septembre 1944, son grand père paternel.

Qualités des donataires

Les **DONATAIRES** sont les seuls enfants du **DONATEUR**.

ELEMENTS PREALABLES

TERMINOLOGIE

Le mot « **DONATEUR** » sera employé au masculin singulier et désignera indifféremment toute personne physique homme ou femme, qu'il n'y en ait qu'une ou plusieurs.

Les mots « **DONATAIRE** » ou « **DONATAIRES** » désigneront indifféremment un ou plusieurs attributaires.

DECLARATIONS PREALABLES DES PARTIES

Le **DONATEUR** et les **DONATAIRES** déclarent :

- Que leur état civil et leur domicile sont ceux indiqués aux présentes.
- Qu'ils ne font l'objet d'aucune mesure ou procédure susceptible de restreindre leur capacité civile.
- Qu'ils ne sont pas et n'ont jamais été en état de faillite personnelle, liquidation judiciaire, règlement judiciaire, redressement judiciaire ou cessation de paiement et spécialement pour le donateur de n'être pas soumis à une procédure de rétablissement personnel.
- Qu'elles ont connaissance des dispositions de l'article L 132-8 du Code de l'action sociale et des familles relatives à la récupération des aides sociales, si le **DONATEUR** a demandé des aides sociales récupérables dans les dix années précédant la présente donation, ou s'il devait en demander postérieurement à la présente donation, l'état ou le département bénéficierait d'un droit à récupération à l'encontre du **DONATAIRE**.

EXPOSE

La présente donation-partage est faite par un seul ascendant.

Le **DONATEUR** a pour ses seuls présomptifs héritiers les **DONATAIRES**.

En vue de prévenir toutes difficultés que pourraient faire naître, après son décès, le partage de certains de ses biens entre eux, le **DONATEUR** leur a proposé, ce qu'ils ont accepté, de leur faire, dès à présent, donation à titre de partage anticipé desdits biens.

ABSENCE DE DONATION ANTERIEURE

Le **DONATEUR** déclare n'avoir consenti jusqu'à ce jour aucune donation.

DONATION - PARTAGE

Le **DONATEUR** fait, par ces présentes, donation entre vifs à titre de partage anticipé, conformément aux dispositions des articles 1075 et suivants du Code civil.

Aux **DONATAIRES**, présomptifs héritiers, ici présents et qui acceptent,

DE LA NUE-PROPRIETE pour y réunir l'usufruit au jour de son extinction, des biens ci-après désignés.

PLAN

Les présentes sont divisées en cinq parties :

Première partie :	Formation des lots
Deuxième partie :	Attributions
Troisième partie :	Caractéristiques - Conditions
Quatrième partie :	Fiscalité
Cinquième partie :	Dispositions diverses - Clôture

**- PREMIERE PARTIE –
FORMATION DES LOTS**

La présente donation-partage porte sur les biens ci-après désignés répartis dans les lots établis par le **DONATEUR** avec le consentement des **DONATAIRES**.

LOT UN

SEIZE PARTS SOCIALES, numérotées de 51 à 66, de la Société dénommée 3G2S, Société civile immobilière au capital de 1000 €, dont le siège est à AGDE (34300), 6 boulevard de Pantelleria, identifiée au SIREN sous le numéro 851693861 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de BEZIERS.

D'une valeur de CENT SOIXANTE EUROS, ci 160,00 EUR

EVALUATION

La valeur en **TOUTE PROPRIETE** est de CENT SOIXANTE EUROS, ci 160,00 EUR.

L'usufruit à déduire réservé par la **DONATRICE** est évalué, eu égard à son âge à 6/10èmes, soit : QUATRE-VINGT-SEIZE EUROS, ci 96,00 EUR

Soit pour la **NUE-PROPRIETE** donnée,
Une valeur de SOIXANTE-QUATRE EUROS ci 64,00 EUR

LOT DEUX

SEIZE PARTS SOCIALES, numérotées de 67 à 82, de la Société dénommée 3G2S, Société civile immobilière au capital de 1000 €, dont le siège est à AGDE (34300), 6 boulevard de Pantelleria, identifiée au SIREN sous le numéro 851693861 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de BEZIERS.



D'une valeur de CENT SOIXANTE EUROS, ci 160,00 EUR

EVALUATION

La valeur en **TOUTE PROPRIETE** est de CENT SOIXANTE EUROS, ci 160,00 EUR

L'usufruit à déduire réservé par la **DONATRICE** est évalué, eu égard à son âge à 6/10èmes, soit : QUATRE-VINGT-SEIZE EUROS, ci 96,00 EUR

Soit pour la **NUE-PROPRIETE** donnée,
Une valeur de SOIXANTE-QUATRE EUROS ci 64,00 EUR

LOT TROIS

SEIZE PARTS SOCIALES, numérotées de 83 à 98, de la Société dénommée 3G2S, Société civile immobilière au capital de 1000 €, dont le siège est à AGDE (34300), 6 boulevard de Pantelleria, identifiée au SIREN sous le numéro 851693861 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de BEZIERS.

D'une valeur de CENT SOIXANTE EUROS, ci 160,00 EUR

EVALUATION

La valeur en **TOUTE PROPRIETE** est de CENT SOIXANTE EUROS, ci 160,00 EUR

L'usufruit à déduire réservé par la **DONATRICE** est évalué, eu égard à son âge à 6/10èmes, soit : QUATRE-VINGT-SEIZE EUROS, ci 96,00 EUR

Soit pour la **NUE-PROPRIETE** donnée,
Une valeur de SOIXANTE-QUATRE EUROS ci 64,00 EUR

- DEUXIEME PARTIE - **ATTRIBUTIONS**

Le **DONATEUR**, usant de la faculté réservée par l'article 1075 du Code civil, procède ainsi qu'il suit à l'attribution des lots ci-dessus formés.

REPARTITION EGALITAIRE

Les biens donnés et à partager seront répartis également entre les **DONATAIRES**, à concurrence de un tiers chacun et ce à titre de condition impulsive et déterminante des présentes sans laquelle les parties ne seraient pas intervenues.

Les attributions s'effectuent selon les modalités suivantes.

A Monsieur Olivier GE

Le lot ci-dessus intitulé « **LOT UN** » pour une valeur de 64,00 EUR

A Monsieur Thomas GE

Le lot ci-dessus intitulé « **LOT DEUX** » pour une valeur de 64,00 EUR

A Madame Emma JIN

Le lot ci-dessus intitulé « **LOT TROIS** » pour une valeur de 64,00 EUR

- TROISIEME PARTIE - **CARACTERISTIQUES - CONDITIONS**

CARACTERISTIQUES

CARACTERE DE LA DONATION-PARTAGE

La présente donation-partage est consentie, pour chacun des **DONATAIRES**, en avancement de part successorale. Les biens donnés s'imputent sur la part de réserve des **DONATAIRES**, conformément à l'article 1077 du Code civil.

MODE DE CALCUL DE LA QUOTITE DISPONIBLE LORS DU REGLEMENT DE LA SUCCESSION DU DONATEUR

Conformément aux dispositions de l'article 1078 du Code civil, les biens donnés seront évalués au jour de la présente donation-partage pour l'imputation et le calcul de la réserve qu'il y aura lieu de faire lors du règlement de la succession du **DONATEUR**, chacun des enfants vivants ou représentés ayant reçu et accepté un lot dans le partage anticipé et aucune réserve d'usufruit portant sur une somme d'argent n'ayant été stipulée.

RESERVE DU DROIT DE RETOUR

Le **DONATEUR** se réserve l'exercice, à titre facultatif, du droit de retour sur le ou les **BIENS** donnés, conformément à l'article 951 du Code civil, pour le cas où le **DONATAIRE** viendrait à décéder avant lui, avec ou sans postérité, ou encore au cas où un jugement d'absence serait rendu à son encontre.

Le **DONATEUR** devra faire connaître sa volonté d'exercer ce droit par courrier recommandé, sur support papier ou électronique, adressé soit à chacun des héritiers légaux majeurs non protégés du **DONATAIRE** et connus de lui, soit aux représentants légaux des héritiers, soit encore au notaire chargé de la succession, et ce au plus tard dans les cinq mois où il justifiera avoir eu connaissance de ce décès.

En cas de silence ou de décès du **DONATEUR** durant ce délai, celui-ci sera réputé ne pas avoir exercé son droit de retour.

En cas d'exercice du droit de retour, le **DONATEUR** pourra, si bon lui semble, demander une simple exécution en valeur, par dérogation à l'article 952 du Code civil. Si le **BIEN** a été aliéné, la restitution se fera sur sa valeur au jour de son aliénation, par dérogation à l'article 1352 du même Code.

Les constructions ou ouvrages nouveaux incorporés au **BIEN**, aux frais du **DONATAIRE**, donneront lieu à une indemnité au profit de sa succession selon l'article 555 du Code civil troisième alinéa.

ACTION REVOCATOIRE - RENONCIATION

Le notaire soussigné rappelle aux parties les dispositions des articles 953 et 955 du Code civil :

Article 953 :

"La donation entre vifs ne pourra être révoquée que pour cause d'inexécution des conditions sous lesquelles elle aura été faite, pour cause d'ingratitude, et pour cause de survenance d'enfants."

Article 955 :

"La donation entre vifs ne pourra être révoquée pour cause d'ingratitude que dans les cas suivants :

1° Si le donataire a attenté à la vie du donateur ;

2° S'il s'est rendu coupable envers lui de sévices, délits ou injures graves ;

3° S'il lui refuse des aliments."

Le **DONATEUR** entend ne pas vouloir se prévaloir de la cause de survenance d'enfant ni de la non exécution des charges et conditions des présentes.

Pour ce qui de la cause d'ingratitude, le **DONATEUR** ne peut y renoncer avant que le fait constitutif d'ingratitude se soit produit.



INFORMATION SUR LE CONSENTEMENT A ALIENATION

Les parties reconnaissent avoir été informées par le notaire soussigné des dispositions de l'article 924-4, alinéa deuxième, du Code civil ci-après littéralement rapportées :

« Lorsque, au jour de la donation ou postérieurement, le donateur et tous les héritiers réservataires présumptifs ont consenti à l'aliénation du bien donné, aucun héritier réservataire, même né après que le consentement de tous les héritiers intéressés a été recueilli, ne peut exercer l'action contre les tiers détenteurs. S'agissant des biens légués, cette action ne peut plus être exercée lorsque les héritiers réservataires ont consenti à l'aliénation. »

En conséquence, les parties et particulièrement le **DONATAIRE** prennent acte de la nécessité du consentement du **DONATEUR** et de ses autres descendants, s'il en existe, en cas d'aliénation du ou des biens donnés, afin qu'aucune action en réduction ou en revendication ne puisse alors être exercée contre le tiers détenteur.

CLAUSE D'EXCLUSION DE COMMUNAUTÉ

A titre de condition essentielle et déterminante des présentes, le **DONATEUR** stipule que les **BIENS** présentement donnés devront rester exclus de toute communauté présente ou à venir des **DONATAIRES** que ce soit par mariage ou remariage subséquent ou changement de régime matrimonial.

Il en sera également de même pour les **BIENS** qui viendraient à leur être, le cas échéant, subrogés.

Le **DONATAIRE** déclare avoir été parfaitement informé par le rédacteur des présentes de l'utilité et des formes du emploi visé à l'article 1434 du Code civil.

Cette clause d'exclusion est limitée à la durée de vie du **DONATEUR**.

CONDITIONS RELATIVES AUX BIENS MOBILIERS

PROPRIÉTÉ-JOUISSANCE - TITRES DE SOCIÉTÉ

Au moyen de la présente donation-partage, les **DONATAIRES** auront la nue-propriété des titres sociaux à eux donnés et attribués à compter de ce jour, le **DONATEUR** s'en réserve l'entier usufruit.

Toutefois, ils n'en auront la jouissance qu'au jour du décès du survivant de Monsieur et Madame Frédéric SERVIGNAT, réserve expresse de l'usufruit des biens présentement donnés étant faite au profit de Monsieur Frédéric SERVIGNAT, ainsi qu'il est stipulé ci-dessous, sans réduction au décès du prémourant, ce qui est accepté par ce dernier, pour le cas où il survivrait à Madame Shuying SERVIGNAT née GE.

Réversion d'usufruit

Le **DONATEUR** entend se réserver l'usufruit dont il s'agit sa vie durant et stipule l'usufruit de l'entier bien présentement donné au profit et jusqu'au décès de lui et de son époux, Monsieur Frédéric SERVIGNAT, sans réduction au décès du prémourant, ce qui est accepté par ce dernier.

Compte tenu de l'absence de droits de mutation aux présentes, un droit fixe sera perçu sur la présente constitution de réversion d'usufruit.

Usufruit successif – Biens personnels

Les **DONATAIRES** seront nus-propriétaires à compter de ce jour des biens propres donnés et compris dans leur attribution.

Le **DONATEUR** constitue, sur le ou les biens qui lui sont personnels, donnés aux présentes, un usufruit successif au profit de son conjoint s'il lui survit en cette qualité, et ce aux mêmes modalités que l'usufruit qu'il se réserve en premier rang.

Par dérogation aux dispositions de l'article 758-6 du Code civil, il est expressément stipulé que le **DONATEUR** entend que cette donation d'usufruit ne s'impute pas sur les droits en usufruit de son conjoint dans sa succession.

En conséquence, les **DONATAIRES** n'auront la jouissance des biens donnés qu'au décès du **DONATEUR** ou de son conjoint s'il lui survit en cette qualité.

Cas de révocation de l'usufruit successif

La présente constitution d'usufruit successif sera révoquée de plein droit en cas d'introduction d'une procédure en divorce, par assignation ou requête conjointe, ou en séparation de corps, ou en cas de signature d'une convention sous signature privée contresignée par avocats portant divorce par consentement mutuel, sauf volonté contraire du **DONATEUR**.

Cette volonté contraire sera constatée soit dans la convention sous signature privée contresignée par avocats portant divorce par consentement mutuel, soit par le juge soit au moment de l'introduction de la procédure en divorce ou en séparation de corps, ou au moment du prononcé du divorce et rendra irrévocable l'institution contractuelle.

Exercice DE L'USUFRUIT

L'usufruitier jouira de l'usufruit réservé raisonnablement et aux conditions et charges de droit en pareille matière.

L'usufruitier exercera tous les droits attachés aux titres sociaux donnés et participera seul aux résultats sociaux.

DROIT DE VOTE

Le **DONATEUR** et les **DONATAIRES** conviennent de répartir entre eux le droit de vote conformément aux statuts ou, à défaut, conformément à la loi.

En toute hypothèse, les **DONATAIRES**, nus-propriétaires, pourront assister à toutes les assemblées, même dans celles où le droit de vote est exercé par l'usufruitier.

Les sociétés dont les titres sociaux sont aujourd'hui données seront informées de ces dispositions par les soins du **DONATEUR**.

CONDITIONS PARTICULIERES

Le **DONATEUR** stipule comme condition de la présente donation-partage, qu'en cas de cession avec l'accord de l'usufruitier de tout ou partie des titres sociaux présentement donnés et sans que ce prix de cession soit employé à acquérir de nouveaux titres, les **DONATAIRES** auront l'obligation de verser les fonds provenant desdites cessions sur un compte démembré : Nue-propriété au nom des **DONATAIRES** / Usufruit au nom du **DONATEUR** à ouvrir dans toute banque au gré de l'usufruitier desdits titres.

Les **DONATAIRES** acceptent cette condition et s'obligent à la remplir, donnant, dès à présent, au **DONATEUR** mandat de gestion exclusif des fonds ainsi placés.

CONDITIONS - PARTS SOCIALES

Le **DONATAIRE** déclare avoir connaissance des statuts régissant les parts sociales données et en avoir une copie en sa possession. Le droit de vote s'exercera conformément aux statuts ou, à défaut, conformément à la loi.

Ces statuts ont été établis par acte authentique reçu par le notaire soussigné en date du 26 avril 2019, enregistrés. Une copie desdits statuts demeure annexée aux présentes après mention.

La société a pour objet : La prise d'intérêts ou de participations dans toutes sociétés et entreprises françaises ou étrangères, quel qu'en soit l'objet et la gestion de ces participations et intérêts ;

La propriété, la mise en valeur, l'administration et l'exploitation :



De tous biens mobiliers et immobiliers et droits détenus en pleine propriété, en nue-propriété ou usufruit, dont elle pourrait devenir propriétaire par voie d'acquisition, d'apport, d'échange ou autrement ;

L'organisation en vue d'en faciliter la gestion des actifs sociaux et la transmission afin d'éviter qu'il ne soit livré aux aléas de l'indivision du patrimoine immobilier familial des associés.

La propriété et la gestion d'un portefeuille de valeurs mobilières, droits sociaux ou tous autres titres détenus en pleine propriété, nue-propriété ou usufruit, par voie d'achat, d'échange, d'apport, de souscriptions de parts, d'actions, obligations et de tous titres ou droits sociaux en général.

Et généralement toutes opérations civiles pouvant se rattacher directement ou indirectement à cet objet et ne modifiant pas le caractère civil de la société..

La société est actuellement dirigée par Monsieur Frédéric SERVIGNAT et Madame Shuying GE.

Le capital social est fixé à la somme de : MILLE EUROS (1.000,00 EUR) .

Il est divisé en 100 parts, de DIX EUROS (10,00 EUR) chacune, numérotées de 1 à 100 attribuées aux associés en proportion de leurs apports et ensuite de la donation-partage par M. Frédéric SERVIGNAT à ses deux enfants intervenue suivant acte reçu par Me Thierry JULLIEN, notaire à LYON, le 25 juin 2019, savoir :

Monsieur Jules Yvan SERVIGNAT :	
Nu-propritaire de 24 parts numérotées de 1 à 24	24 parts
Sous l'usufruit de Monsieur Frédéric SERVIGNAT	

Madame Joy SERVIGNAT :	
Nue-propritaire de 24 parts numérotées de 25 à 48	24 parts
Sous l'usufruit de Monsieur Frédéric SERVIGNAT	

Monsieur Frédéric SERVIGNAT :	
Propriétaire de 2 parts numérotées de 49 à 50	2 parts
Et usufruitier de 48 parts numérotées de 1 à 48	48 parts

Madame Shuying SERVIGNAT :	
Propriétaire de 50 parts numérotées de 51 à 100	50 parts

Les statuts, établis aux termes de l'acte constitutif précité n'ont subi aucune modification à ce jour autres que celles résultant de la donation-partage susénoncée.

Compte tenu du caractère récent de la société, cette dernière n'a actuellement aucun patrimoine particulier.

Dispositions statutaires relatives à l'agrément en cas de donation

Les statuts de la société ne prévoient pas d'agrément dans l'hypothèse de la présente donation.

Modification des statuts

Comme conséquence de la présente donation de titres sociaux, il y a lieu de modifier l'article des statuts concernant le capital social dont la rédaction sera désormais la suivante :

« CAPITAL

Le capital social est fixé à la somme de : MILLE EUROS (1.000,00 EUR) .

Il est divisé en 100 parts, de DIX EUROS (10,00 EUR) chacune, numérotées de 1 à 100 attribuées aux associés en proportion de leurs apports et ensuite de la donation-partage par M. Frédéric SERVIGNAT à ses deux enfants intervenue suivant acte reçu par Me Thierry JULLIEN, notaire à LYON, le 25 juin 2019, et ensuite de la

donation-partage par Mme Shuying SERVIGNAT à ses trois enfants intervenue suivant acte reçu par Me Thierry JULLIEN, notaire à LYON, le 25 juin 2019, savoir :

Monsieur Jules Yvan SERVIGNAT : Nu-propriétaire de 24 parts numérotées de 1 à 24 Sous l'usufruit de Monsieur Frédéric SERVIGNAT	24 parts
Madame Joy SERVIGNAT : Nue-propriétaire de 24 parts numérotées de 25 à 48 Sous l'usufruit de Monsieur Frédéric SERVIGNAT	24 parts
Monsieur Frédéric SERVIGNAT : Propriétaire de 2 parts numérotées de 49 à 50 Et usufruitier de 48 parts numérotées de 1 à 48	2 parts 48 parts
Monsieur Olivier GE Nu-propriétaire de 16 parts numérotées de 51 à 66 Sous l'usufruit de Madame Shuying SERVIGNAT	16 parts
Monsieur Thomas Duan-Yan GE Nu-propriétaire de 16 parts numérotées de 67 à 82 Sous l'usufruit de Madame Shuying SERVIGNAT	16 parts
Madame Emma Yuan Yuan JIN Nue-propriétaire de 16 parts numérotées de 83 à 98 Sous l'usufruit de Madame Shuying SERVIGNAT	16 parts
Madame Shuying SERVIGNAT : Propriétaire de 2 parts numérotées de 99 à 100 Et usufruitière de 48 parts numérotées de 51 à 98	2 parts 48 parts »

Publication

Un extrait du présent acte sera déposé au Greffe du Tribunal de commerce auprès duquel la société est immatriculée par les soins du notaire soussigné.

Forme - condition et opposabilité des mutations

La mutation n'est opposable à la société qu'autant qu'elle lui aura été signifiée par acte d'Huissier de Justice ou qu'elle aura été acceptée par elle dans un acte authentique, conformément aux dispositions de l'article 1690 du Code civil.

La mutation n'est opposable aux tiers qu'après dépôt au registre du commerce et des sociétés compétent d'une copie authentique de l'acte de mutation ou d'un original s'il est sous signature privée.

Dispense de signification à la société

Monsieur Frédéric SERVIGNAT, susnommé, agissant en qualité de co-gérante, prend acte au nom de la société de la présente cession à titre gratuit et dispense le notaire soussigné de la faire notifier par acte d'huissier à ladite société.

DECHARGE RESPECTIVE

Les **DONATAIRES** déclarent être entièrement remplis de leurs droits dans la présente donation-partage.

En conséquence, ils se consentent respectivement toutes décharges nécessaires et renoncent à jamais s'inquiéter ni se rechercher dans l'avenir au sujet des biens compris aux présentes, pour quelque cause que ce soit.

- QUATRIEME PARTIE -
FISCALITE

L

ABSENCE DE DONATIONS ANTERIEURES

Le **DONATEUR** déclare qu'il n'a consenti aucune donation, sous quelque forme que ce soit au profit des **DONATAIRES**, et ce depuis moins de quinze ans.

DROITS

Les droits sont calculés selon les parts théoriques de chacun des **DONATAIRES** dans la masse des lots constitués par le **DONATEUR**.

Compte tenu du montant de l'abattement légal disponible fixé par l'article 779 du Code général des impôts dont dispose chacun des **DONATAIRES** par rapport au montant de leurs droits théoriques respectifs, la présente donation-partage ne génère pas de droits.

Monsieur Olivier GE

- Part théorique	64,00 EUR
- Abattement légal disponible	100.000,00 EUR
- Base taxable	Néant

Monsieur Thomas GE

- Part théorique	64,00 EUR
- Abattement légal disponible	100.000,00 EUR
- Base taxable	Néant

Madame Emma GE-JIN

- Part théorique	64,00 EUR
- Abattement légal disponible	100.000,00 EUR
- Base taxable	Néant

- CINQUIEME PARTIE - **DISPOSITIONS DIVERSES - CLOTURE**

FRAIS

Tous les frais, droits et émoluments des présentes et de leurs suites et conséquences, notamment les conséquences financières d'un redressement fiscal éventuel, seront à la charge du **DONATEUR**, qui s'y s'oblige.

TITRES

Il ne sera remis aucun ancien titre de propriété au **DONATAIRE** qui sera subrogé dans tous les droits du **DONATEUR** pour se faire délivrer, en en payant les frais, tous extraits ou copies authentiques d'actes ou tous originaux concernant le ou les biens.

ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les parties font élection de domicile en leurs demeures respectives sus-indiquées.

AFFIRMATION DE SINCERITE

Les parties affirment, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code général des impôts, que le présent acte exprime l'intégralité des valeurs attribuées et elles reconnaissent avoir été informées par le notaire des sanctions fiscales et des peines correctionnelles encourues en cas d'inexactitude de cette affirmation ainsi que des conséquences civiles édictées par l'article 1202 du Code civil.

En outre, le notaire soussigné précise qu'à sa connaissance le présent acte n'est modifié ou contredit par aucune contre-lettre.

AUTORISATION DE DESTRUCTION DES DOCUMENTS ET PIÈCES

Les parties autorisent l'office notarial à détruire toutes pièces et documents pouvant avoir été établis en vue de la conclusion du présent acte, considérant que celui-ci contient l'intégralité des conventions auxquelles elles ont entendu donner le caractère d'authenticité.

MENTION SUR LA PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

L'Office notarial dispose d'un traitement informatique pour l'accomplissement des activités notariales, notamment de formalités d'actes, conformément à l'ordonnance n°45-2590 du 2 novembre 1945.

Pour la réalisation de la finalité précitée, les données sont susceptibles d'être transférées à des tiers, notamment :

- les administrations ou partenaires légalement habilités tels que la Direction Générale des Finances Publiques, ou, le cas échéant, le livre foncier, les instances notariales, les organismes du notariat, les fichiers centraux de la profession notariale (Fichier Central Des Dernières Volontés, Minutier Central Électronique des Notaires, registre du PACS, etc.),
- les Offices notariaux participant à l'acte,
- les établissements financiers concernés,
- les organismes de conseils spécialisés pour la gestion des activités notariales,
- le Conseil supérieur du notariat ou son délégataire, pour être transcrites dans une base de données immobilières, concernant les actes relatifs aux mutations d'immeubles à titre onéreux, en application du décret n° 2013-803 du 3 septembre 2013,
- les organismes publics ou privés pour des opérations de vérification dans le cadre de la recherche de personnalités politiquement exposées ou ayant fait l'objet de gel des avoirs ou sanctions, de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme. Ces vérifications font l'objet d'un transfert de données dans un pays situé hors de l'Union Européenne disposant d'une législation sur la protection des données reconnue comme équivalente par la Commission européenne.

La communication de ces données aux tiers peut être indispensable afin de mener à bien l'accomplissement de l'acte.

Les documents permettant d'établir, d'enregistrer et de publier les actes sont conservés 30 ans à compter de la réalisation de l'ensemble des formalités. L'acte authentique et ses annexes sont conservés 75 ans et 100 ans lorsque l'acte porte sur des personnes mineures ou majeures protégées.

Conformément au Règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016, les personnes concernées peuvent accéder aux données les concernant directement auprès de l'Office notarial ou du Délégué à la protection des données désigné par l'Office à l'adresse suivante : cil@notaires.fr.

Le cas échéant, les personnes concernées peuvent également obtenir la rectification, l'effacement des données les concernant ou s'opposer pour motif légitime au traitement de ces données, hormis les cas où la réglementation ne permet pas l'exercice de ces droits. Toute réclamation peut être introduite auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés.



FORMALISME LIE AUX ANNEXES

Les annexes, s'il en existe, font partie intégrante de la minute.

Lorsque l'acte est établi sur support papier les pièces annexées à l'acte sont revêtues d'une mention constatant cette annexe et signée du notaire, sauf si les feuilles de l'acte et des annexes sont réunies par un procédé empêchant toute substitution ou addition.

Si l'acte est établi sur support électronique, la signature du notaire en fin d'acte vaut également pour ses annexes.

DONT ACTE sans renvoi

Généré en l'office notarial et visualisé sur support électronique aux lieu, jour, mois et an indiqués en entête du présent acte.

Et lecture faite, les parties ont certifié exactes les déclarations les concernant, avant d'apposer leur signature sur tablette numérique.

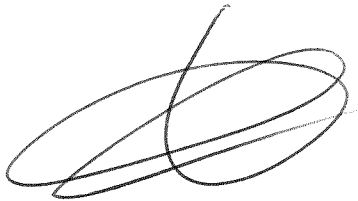
Puis le notaire qui a recueilli l'image de leur signature manuscrite a lui-même signé au moyen d'un procédé de signature électronique sécurisé.

SUIVENT LES SIGNATURES

Copie Authentique sur 12 pages

Contenant :

- 0 renvoi approuvé
- 0 barre tirée dans des blancs
- 0 ligne entière rayée
- 0 chiffre rayé nul
- 0 mot nul



POUR COPIE AUTHENTIQUE

Collationnée et certifiée conforme à la minute

